

CROYANCE, VIRUS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Christophe Sente

17/04/2020

À l'issue de la crise que nous sommes en train de vivre, une phase d'arbitrages et de négociations devra s'ouvrir, durant laquelle la fonction de l'État sera renforcée et redécouverte. Pour Christophe Sente, il s'agira de rédéfinir un certain nombre de compromis « sociaux » hérités du siècle passé, qui impliquent toute la collectivité et porteront sur le bon usage du temps qui nous est imparti sur cette planète.

Croyance

Les exégètes d'André Malraux n'ont pas fini de déterminer s'il a prophétisé que notre siècle, à présent entamé depuis une vingtaine d'années, serait « religieux », « spirituel » ou « mystique », ni si la très célèbre citation attribuée à l'auteur de *La Condition humaine* est apocryphe.

Mais peu importe ici la qualité de l'exégèse car des tendances religieuses sont bien à l'œuvre au sein de nos sociétés. Et celles-ci, évaluées dans des termes strictement quantitatifs, s'expriment moins dans la radicalisation de pratiquants issus de l'un ou l'autre culte que dans le phénomène d'un retour en force de la croyance au sein de la sphère publique au détriment d'une conviction politique nourrie de faits, d'analyses et d'échanges.

Les symptômes de ce retour de la croyance et d'un affaiblissement de la délibération collective nécessaire à la conviction politique démocratique n'ont pas attendu la diffusion du coronavirus. Ils se sont déjà manifestés d'au moins trois façons.

D'abord, par une prise de distance de citoyens à l'égard des partis traditionnels installés sur des clivages sociaux et par la prétention de ces citoyens à constituer des peuples au sein des États, voire à ressusciter des nations sur des bases ethniques, éventuellement monothéistes. Le nombre de communautés religieuses en Europe est certes infiniment moins élevé qu'aux États-Unis. Le Vieux Continent est, en revanche, le théâtre d'une multiplication de « chapelles » séculières ou, plus précisément, le lieu de la fragmentation du paysage électoral. Ses nouvelles composantes

sont, d'une part, des formations classiques – souvent en déclin, telles la social-démocratie et la démocratie chrétienne – qui assument une représentation sociologique partielle et, d'autre part, des formations récentes, ou ressuscitées au sein de l'extrême gauche et de l'extrême droite, dont le discours mythifie la plausibilité d'une unité sociale.

Là où les organisations intermédiaires, chères à Tocqueville en tant que contrepoisons à la massification, s'effritent, des « mouvements » s'affirment. Ils présentent la double caractéristique d'être autoréflexifs, au sens de la sociologie pessimiste de Niklas Luhmann, et de favoriser une organisation en réseau, en phase avec le mode contemporain de circulation numérique de l'information. Si l'on abandonne l'élégance hermétique du vocabulaire académique pour les décrire, ils peuvent être dépeints comme des avatars politisés des cafés du commerce.

Ensuite, le retour en force de la croyance est révélé par la substitution aux manifestations classiques du XX^e siècle et porteuses de revendications de rassemblements, parfois appelées « marches », dont les participants communient dans la poursuite de l'idéal vague d'un monde meilleur, radicalement différent du monde vécu. Selon le cas d'espèce considéré, ces marches ont pu avoir un caractère subsidiaire agressif lorsqu'elles prenaient la direction d'un Parlement, accusé d'être au service d'une « élite capitaliste mondialisée », ou pacifique et souriant lorsqu'elles promenaient dans les rues des milliers de personnes exprimant le désir de « sauver la planète ». Expression physique des « mouvements » précités, elles n'ont pas de direction claire. Dans leurs expressions matérielles les plus réduites et les plus récentes, elles font société sur un rond-point ou mettent en réseau des balcons.

Enfin, le retour de la croyance est démontré par la réapparition de l'attente collective de miracles au détriment d'une implication individuelle dans l'élaboration et l'application de politiques publiques à partir de partis, syndicats, mutuelles et autres structures de coopération civique. Cette attente du miracle peut être accompagnée par la mythification de la fonction d'un sauveur qui n'en demande pas toujours autant et dont la figure marginale ou exceptionnelle – comme celle de Julian Assange, de Greta Thunberg, d'un médecin, voire du pape François – présente un caractère christique.

Loin de démontrer la permanence d'une quelconque identité chrétienne de l'Europe, ces symptômes tendent plutôt à valider la pertinence d'une interprétation de comportements sociaux qui doit moins à André Malraux qu'à Eric Voegelin. Pour ce philosophe réfugié aux États-Unis lors de la montée du nazisme en Autriche dans l'entre-deux-guerres, la laïcisation du pouvoir opérée par la modernité n'avait pas mis fin au caractère religieux des ressorts du politique. Elle n'avait pas calmé l'appétit des individus pour une transcendance réductible à un credo et la constitution de masses

réceptives au discours d'un berger. Dans des termes qui ne présument pas comme chez Hannah Arendt ou d'autres analystes des totalitarismes un impact de la technique sur la société, Eric Voegelin décrivait la constance d'une attraction des « religions politiques » sur les citoyens.

Virus

Depuis qu'une épidémie se répand sur la planète, nous assistons au déploiement, sur les réseaux sociaux et dans des cartes blanches ou des éditoriaux de la presse, de plusieurs caractéristiques d'une approche religieuse, donc pré-politique, de la chose publique. Si elle ne donne pas entièrement raison à Eric Voegelin, cette approche procède par la désignation d'un bouc émissaire, la présomption de la reconstitution d'une communauté et l'expression d'une promesse.

Il est rassurant qu'à ce stade de la crise sanitaire cette régression pré-politique n'alimente pas les nationalismes dont le regain est constaté en Europe depuis plusieurs années. Malgré le Brexit, malgré la présence massive de réfugiés aux portes de la Grèce et malgré la multiplication de discours hostiles aux juifs et aux musulmans, l'heure n'est pas à la stigmatisation de la prétendue responsabilité d'un Autre. La seule exception réside dans le discours politique américain où l'origine étrangère de la diffusion du Covid-19 a été mobilisée au service d'une justification de l'orientation des négociations commerciales avec la Chine. Cette exception peut être considérée comme mineure tant que l'argumentaire ne contamine pas la campagne présidentielle. En Europe, les gouvernements sont confrontés à des enjeux qui ont déjà pris les dimensions d'une crise économique majeure mais non d'un bouleversement politique. Le spectre d'une dissolution de la grande coalition allemande s'éloigne et les gouvernements de Giuseppe Conte, Pedro Sanchez ou d'Édouard Philippe, réputés de constitution fragile ou en difficulté, tiennent debout.

La régression religieuse que nous traversons est d'un autre type. Elle nomme « capitalisme », ou « néolibéralisme » son bouc émissaire ; s'adresse à une communauté dont la composition est encore vague et associe l'issue de la crise à l'inéluctabilité d'un changement social radical. Les termes de cette régression ne sont *a priori* pas inquiétants pour l'avenir de forces progressistes européennes qui peinent à se relever de la quasi-disparition des partis communistes et de l'essoufflement des acteurs politiques et syndicaux constitutifs de la social-démocratie. Au contraire. Mais dans des limites qu'il convient de cerner.

La première de celles-ci est que « capitalisme » comme « néolibéralisme » sont des mots et que la société n'est pas une phrase. L'environnement dans lequel nous nous mouvons lorsque nous ne sommes pas confinés n'est pas le produit d'une mécanique implacable obéissant à des forces externes. Il résulte de décisions successives prises par des gouvernements représentatifs

confrontés, depuis les années 1970, à la difficulté d'adapter les politiques publiques en matière de fiscalité, d'emploi et de protection sociale à une évolution des besoins et des recettes. Aussi la croissance des inégalités, étudiée par Thomas Piketty et Anthony B. Atkinson, n'est-elle pas le produit de la malignité du capital mais de l'interaction d'une gouvernance, actionnariale au sens de Michel Aglietta, d'entreprises et de décisions politiques, démocratiques à défaut d'être unanimes ou systématiquement avisées.

Ces décisions ont pu être inspirées par les travaux de contradicteurs « néolibéraux » de Keynes tels Friedrich von Hayek mais elles n'ont jamais été en Europe la pure application de manuels d'économie conçus à Chicago. Il s'agit, au contraire, de multiples variantes nationales de « policy mix » présentant, au moins depuis la conclusion du traité de Maastricht, deux caractéristiques communes. L'une est l'ambition de mettre en place un nouveau cadre de régulation, européen. L'autre, une perspective budgétaire nationale à court terme, défavorable à la mise en place des stratégies d'investissement nécessaires à la modernisation d'une panoplie suffisante d'infrastructures. Si les secteurs des communications, des télécommunications et des banques ont tiré leur épingle du jeu, il n'en va pas de même, dans la plupart des États de l'ancienne Europe de « l'Ouest », des domaines de la santé publique, du logement, de la recherche et développement ou de l'Éducation nationale.

La limite que représente la réapparition d'un besoin d'appartenance pour l'avenir d'une gauche est d'un autre ordre. Elle tient à l'ambivalence de la destination de ce besoin. À ce stade, la critique de la délocalisation de la production d'appareils respiratoires ou de masques a pu avoir des accents protectionnistes. Elle n'a pas alimenté de nationalisme économique.

Le discours en cours de cristallisation prétend redécouvrir l'existence de « communs », voire la nécessité de solidarités, mais prend une double direction. Il valorise à la fois l'ancrage physique dans un territoire local et une communauté internationale de destin dont la superficie géographique reste floue. Subitement, le voisin n'est plus un anonyme mais un soignant qu'on applaudit ou un mort que l'on redoute de suivre dans un autre cercueil. De même, l'Italie n'est plus une terre fantasmée sur laquelle on rêve d'exercer un « droit de visite » à l'intérieur de l'espace Schengen mais un miroir.

Il est trop tôt pour s'aventurer à prédire la naissance d'un peuple européen. Une certitude est que les solidarités inspirées par les discours de la démondialisation et limitées à des territoires trop étroits ne suffiront à aucune fondation politique durable. Une autre est que le rejet caricatural dont les traités internationaux négociés par l'Union européenne avec des États d'Asie et d'Amérique du Sud sont l'objet dans l'opinion révèle une sous-estimation en Europe de l'interdépendance au XXI^e

siècle des risques et des solutions.

Enfin, la troisième limite de la régression politique en cours, celle qui présume le caractère inévitable du surgissement d'un monde meilleur à partir des décombres d'une crise, est peut-être celle qui pourrait être fatale à la gauche. Elle en flatte l'attentisme historique, héritage de la promesse révolutionnaire marxiste, et en justifie la trop fréquente procrastination intellectuelle et programmatique.

Saint Augustin est mort avant d'avoir assisté à la construction de la « cité de Dieu » sur Terre parce que toute construction est affaire de maçons et non de croyants.

Politiques publiques

Considérée froidement, la crise sanitaire en cours a déjà constitué un « stress test » des politiques publiques dans au moins trois secteurs : la santé, l'enseignement et le maintien de l'ordre.

Des trois, le dernier affiche peut-être les meilleurs résultats puisqu'aucune émeute n'est à déplorer et que les résistances aux normes de confinement sont circonscrites sans violence. Le professionnalisme des forces de l'ordre, civiles et militaires, a montré qu'un régime autoritaire n'offrait aucune plus-value dans la gestion des crises. Les hôpitaux ont, en revanche, été mis à rude épreuve. Et la mise à l'arrêt de l'enseignement pose la double question, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de l'enseignement supérieur, de son organisation et de la mise en valeur de son utilité sociale.

La sortie de crise, amorcée par l'intervention de l'Union européenne, offrira un complément de test aux politiques publiques dans les matières économiques et fiscales. Aux unes incombe la responsabilité de maintenir la production et la circulation monétaire ; aux autres, celle d'assurer le financement de l'ensemble des dispositifs qui permettent le fonctionnement des sociétés à partir de l'interaction des secteurs « privé » et « public ».

En d'autres mots, ce sont les éléments du contrat social du siècle précédent qui réapparaissent en ordre dispersé. Ils ne pourront être réajustés sous l'égide d'une coordination européenne d'États démocratiques que si les citoyens, exposés aujourd'hui à la double tentation de l'imprécation de boucs émissaires et à l'attente d'un miracle, délèguent des représentants à la table des négociations et acceptent des compromis équitables. Ces compromis ne peuvent encore qu'être esquissés mais ne se résument pas à l'issue d'une négociation classique entre capital et travail : ils impliquent toute la collectivité et portent sur le bon usage du temps qui nous est imparti sur cette

planète.

Le premier compromis consiste à accepter le coût financier d'un investissement dans le secteur de la santé suffisant pour lui permettre de faire face non seulement à la prochaine pandémie mais au vieillissement de la population. L'élévation de l'espérance de vie des Européens est irréductible à la question des pensions et signifie une augmentation quantitative des groupes à risques. Malthusianisme et eugénisme sont les alternatives intolérables à ce refinancement.

Le second consiste à accepter les tenants et aboutissants d'un renforcement des liens entre l'enseignement et la satisfaction des besoins collectifs. Si le rôle social de l'enseignant du fondamental et secondaire vient d'être rappelé aux parents d'élèves confinés, la crise interroge l'organisation de l'enseignement supérieur. En termes de structures, elle révèle un enseignement dont l'équipement technologique et la formation des maîtres sont insuffisants pour permettre un fonctionnement en dehors du cadre des amphithéâtres et des séminaires. L'adéquation d'un mode d'organisation hérité des siècles précédents à la société moderne est en fait interrogée depuis que les limites des ressources matérielles de nombreux étudiants leur imposent de travailler en journée et que l'enseignement supérieur devient un lieu nécessaire aux adultes pour une mise à jour de leurs connaissances professionnelles. Une mise à niveau de l'enseignement supérieur demandera la mobilisation des ressources des contribuables et une adaptation des établissements mais cela ne devrait pas s'arrêter là.

En effet, le ralentissement de l'activité humaine offre une occasion unique de réaliser au sein des différents secteurs d'activité un inventaire des tâches et des temps nécessaires au fonctionnement social ainsi qu'une analyse de leur impact en termes de pollution. Ce faisant, ce ralentissement induit par le confinement interroge le besoin de formation auquel l'enseignement supérieur contribue, c'est-à-dire tant ses contenus que la répartition qu'il opère de ses étudiants entre filières et facultés. En France, la réforme dite de Parcoursup constitue un premier pas dans la direction d'une harmonisation de l'offre d'enseignement et des besoins mais celle-ci pourrait aller beaucoup plus loin.

Enfin, il va de soi que les mesures que les États et l'Union européenne envisagent pour éviter tant une crise de liquidité que de solvabilité des entreprises dont les travailleurs sont confinés auront un coût, probablement énorme, qu'il faudra répartir. Une pensée de type religieux suppose, dans une Europe où le christianisme a légué au marxisme son manichéisme, que des coupables paient. Quelle que soit la responsabilité de l'avidité actionnariale dans le manque de moyens de services publics face à l'épreuve que nous traversons, il est techniquement exclu d'imposer aux seules entreprises le coût des conséquences de la crise financière. Ne serait-ce que parce que leurs

activités financent l'ensemble de la collectivité par le truchement de la création d'emploi et des impôts.

Si la gauche est fidèle à ses traditions, elle dispose d'une occasion unique pour défendre le principe de l'imposition des revenus qui ont un caractère de rente et celui d'une libération du temps à l'intérieur d'un régime universel de sécurité sociale.

Une phase d'arbitrages et de négociations doit s'ouvrir. À l'intérieur de celle-ci, il est très vraisemblable que, conformément aux analyses de Mariana Mazzucato, la fonction de l'État soit renforcée et redécouverte.

Mais celle-ci ne suffit pas à assurer la pérennité d'une démocratie. Encore faut-il que les citoyens quittent leurs chapelles et retrouvent le goût de l'agora et du forum pour convenir d'une « administration des choses » adaptées aux contraintes et aux ressources de l'époque. Faute de ceci, la dystopie, récemment évoquée par Jacques Attali comme par Yuval Noah Harari, d'une société de contrôle, de contrainte et de surveillance pourrait devenir réalité.